

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH

Société Anonyme au capital de 50.050.000 €
Siège social : 12 place des Etats-Unis 92120 Montrouge
437 667 371 R.C.S. Nanterre

Documents comptables annuels approuvés par Assemblée Générale ordinaire annuelle du 7 mai 2026

I. — États financiers (en euros) au 31 décembre 2025 : Bilan, Hors-bilan

Annexe	Bilan actif (en Euros)	31/12/2025	31/12/2024
2.1.1	Caisse, banques centrales, C.C.P.	354	354
	Effets publics & valeurs assimilées	0	0
2.1.2	Créances sur les établissements de crédit	39 803 390 881	39 488 800 529
	Créances sur la clientèle	0	0
	Affacturage	0	0
	Obligations & autres titres à revenu fixe	0	0
	Actions & autres titres à revenu variable	0	0
	Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
	Parts dans les entreprises liées	0	0
	Crédit-bail et location avec option d'achat	0	0
	Location simple	0	0
	Immobilisations incorporelles	0	0
	Immobilisations corporelles	0	0
	Capital souscrit non versé	0	0
	Actions propres	0	0
2.2.1	Autres actifs	9 575 922	9 740 323
2.2.1	Comptes de régularisation	156 088 664	171 622 354
	Total de l'actif	39 969 055 821	39 670 163 560

Annexe	Bilan passif (en Euros)	31/12/2025	31/12/2024
	Banques centrales, C.C.P.	0	0
2.1.3	Dettes envers les établissements de crédit	303 333 955	0
2.1.4	Opérations avec la clientèle	0	0
2.2.2	Dettes représentées par un titre	39 601 641 734	39 084 198 980
2.2.2	Autres passifs	121 076	6 001 767
	Comptes de régularisation	4 528 954	8 768 034
	Provisions	0	0
	Dettes subordonnées	0	0
	Fonds pour Risques Bancaires Généraux	0	0
10	Capitaux propres hors FRBG (+/-)	59 430 102	571 194 779
	Capital souscrit	50 050 000	550 000 000
	Primes d'émission	0	0
	Réserves	1 993 532	1 190 426
	Ecart de réévaluation	0	0
	Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0
	Report à nouveau (+/-)	4 351 247	3 942 240
	Résultat en instance d'affectation (+/-)	0	0
	Résultat de l'exercice (+/-)	3 035 323	16 062 113
	Total du passif	39 969 055 821	39 670 163 560

Annexe	Hors bilan (en Euros)	31/12/2025	31/12/2024
	Engagements donnés		
	Engagements de financement		
	Engagements de garantie		
	Engagements sur titres		
	Engagements reçus		
	Engagements de financement		
4.1	Engagements de garantie	62 531 822 415	61 699 670 490
	Engagements sur titres		
4.2.1	Engagements sur instruments financiers	6 377 305 793	6 471 741 478
	Autres engagements		

II. — Compte de résultat

Annexe	(en Euros)	31/12/2025	31/12/2024
3.1.1	+ Intérêts & produits assimilés	790 780 624	763 260 612
3.1.2	- Intérêts & charges assimilées	-773 986 332	-728 090 533
	+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
3.1.3	+ Commissions (produits)	4 345 158	4 618 481
3.1.3	- Commissions (charges)	-343 229	-345 595
	+/- Gains / pertes sur opérations du portefeuille de négociation	-97	-4 884
	+/- Gains / pertes sur opérations du portefeuille de placement	0	0
3.1.4	+ Autres produits d'exploitation bancaire	174 465	143 529
3.1.4	- Autres charges d'exploitation bancaire	-13 403 432	-13 867 420
	Produit net bancaire	7 567 157	25 714 189
3.2.1	- Charges générales d'exploitation	-3 601 578	-4 073 097
	- Dotation aux amortissements et provisions sur immobilisations	0	0
	Résultat brut d'exploitation	3 965 579	21 641 092
	+/- Coût du risque	0	0
	Résultat d'exploitation	3 965 579	21 641 092
	+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
	Résultat courant avant impôt	3 965 579	21 641 092
	+/- Résultat exceptionnel	0	0
	- Impôt sur les bénéfices	-930 256	-5 578 979
	+/- Dotations / reprises du FRBG et des provisions règlementées	0	0
	Résultat net	3 035 323	16 062 113

III. — Affectation du résultat 2025

Il est proposé à l'Assemblée générale d'affecter et répartir le bénéfice distribuable comme suit :

• Résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2025 :	3.035.323,16 €
• Dotation à la réserve légale :	151.766,16 €

Le solde	2.883.557,10 €
Auquel s'ajoute le Report à nouveau antérieur :	4.351.247,06 €
• Résultat distribuable de	7.234.804,16 €
<u>Affecté de la façon suivante :</u>	
• Distribution d'un dividende (valeur unitaire : 0,05 € par action)	2.750.000,00 €
• Le solde au Report à nouveau :	4.484.804,16 €

Rappel des dividendes antérieurement distribués

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé qu'au cours des trois exercices précédents, Crédit Agricole Home Loan SFH a procédé aux distributions de dividendes suivantes :

- Au titre de l'exercice 2022, distribution d'un dividende (valeur unitaire : 0,027 € par action) : 1.485.000,00 €
- Au titre de l'exercice 2023, distribution d'un dividende (valeur unitaire : 0,23 € par action) : 12.650.000,00 €
- Au titre de l'exercice 2024, distribution d'un dividende (valeur unitaire : 0,27 € par action) : 14.850.000,00 €

IV. — Annexes

CREDIT AGRICOLE HOME LOANS SFH (CAHL SFH) est une société anonyme agréée établissement de crédit-spécialisé - société de financement de l'habitat depuis septembre 2011.

Elle est régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit et est soumise à la réglementation bancaire.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, la société exerce sous le statut d'établissement de crédit spécialisé suite à l'entrée en vigueur du Règlement européen CRR « Capital Requirements Regulation ».

L'activité principale de la société est l'émission d'obligations foncières bénéficiant du privilège mentionné à l'article L.513-11 du code monétaire et financier, sur les marchés, aux fins d'opérations de financement, de refinancement ou d'octroi de crédits.

A – Evénements significatifs relatifs à l'exercice**1. Nouvelles émissions**

CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH a réalisé quatre nouvelles émissions en 2025 :

- Une émission en EUR, en février 2025, pour un montant total de 1 250 millions.
- Une émission en EUR, en avril 2025, pour un montant total de 1 250 millions.
- Une émission en CHF, en juillet 2025, pour un montant total de 150 millions.
- Une émission en EUR, en août 2025, pour un montant total de 1 000 millions.

2. Emissions arrivées à échéance

CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH a procédé au remboursement de trois émissions en 2025 :

- Une émission en EUR, en avril 2025, pour un total de 1 000 millions.
- Une émission en EUR composée de quatre « taps », en juillet 2025, pour un total de 1 966,9 millions.
- Une émission en CHF, en décembre 2025, pour un total de 200 millions.

3. Evénements significatifs de la période

Le 30 janvier 2025, le conseil d'administration de CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH a décidé de la réalisation de la réduction du capital social d'un montant de 499 950 000 euros, pour le ramener de 550 000 000 euros à 50 050 000 euros. Il a également décidé du remboursement d'une somme de 9.09 euros sur la valeur nominale de chacune de 55 000 000 actions émises.

Le 24 février 2025, CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH a obtenu une avance de trésorerie d'un montant de 300 millions d'euros pour une durée de 1 an. Cette avance a été remplacée à la même date dans un compte de dépôt à terme auprès de Crédit Agricole SA.

Le 9 juillet 2025, il a été décidé de procéder au rachat anticipé du gage espèce, avant de remettre en place, le même jour, l'avance de trésorerie d'un montant de 300 millions d'euros pour une durée de 1 an. Cette avance a été remplacée à la même date dans un compte de dépôt à terme auprès de Crédit Agricole SA.

4. Evénements postérieurs à l'exercice

Le 9 janvier 2026 il a été décidé de procéder au rachat anticipé du gage espèce, avant de remettre en place, le même jour, l'avance de trésorerie d'un montant de 300 millions d'euros pour une durée de 1 an. Cette avance a été remplacée à la même date dans un compte de dépôt à terme auprès de Crédit Agricole SA.

CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH va procéder au remboursement de trois émissions début 2026 :

- Une émission en CHF, en janvier 2026, pour un total de 200 millions.
- Une émission en EUR, en janvier 2026, pour un total de 82,5 millions.
- Une émission en EUR, en février 2026, pour un total de 1 250 millions.

CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH va procéder à la réalisation de deux nouvelles émissions début 2026 :

- Une émission en CHF, en février 2026, pour un total de 125 millions.
- Une émission en EUR, en février 2026, pour un total de 1 250 millions.

B - Principes et méthodes comptables

Les états financiers de CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A.

La présentation des états financiers de Credit Agricole Home Loan SFH est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements / Recommandations	Date de 1 ^{ère} application : opérations ou exercices à compte du
Règlement ANC N°2022-06 modifiant le règlement ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers)	01/01/2025
Règlements ANC N°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N°2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers	01/01/2025
Règlement N°2025-01 du 7 février 2025 modifiant divers règlements de l'ANC	28/07/2025
Règlement N°2025-02 du 4 avril 2025 relatif aux articles 48 et 95 de la loi n°2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, modifiant le règlement ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	28/07/2025

Le nouveau règlement ANC 2022-06 n'a pas eu d'impact sur les comptes.

1. Présentation des comptes individuels

1.1 Créances et dettes

1.1.1 Principes

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont régies par les articles 2211 -I à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé en utilisant des systèmes de notation externes et/ou internes qui permettent d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan.

1.1.2 Cash collateral reserve

En application du contrat dénommé « Cash Collateral Agreement » une réserve doit être constituée dans le cas d'une dégradation de la notation court terme de Crédit agricole SA. Elle est classée en compte à terme créditeur.

Conformément aux stipulations de l'article 5 du Cash Collateral Agreement (Pre-Maturity Test and Legal Liquidity Test), Crédit Agricole SA, en qualité de Cash Collateral Provider, doit constituer un gage-espèces au profit de CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH dans les 30 jours calendaires suivant la réception de la notice de l'agence de notation.

Ce trigger prévoit d'apporter à la SFH les fonds nécessaires pour couvrir les remboursements d'émissions en principal à compter de 270 jours calendaires de leur échéance. Le montant de cette réserve s'ajuste à la hausse ou à la baisse au fil de l'eau en fonction de l'évolution des tombées des 9 mois à venir.

A date, le trigger pour la constitution de la réserve au titre du Pre-maturity test n'est pas atteint.

En cas de dégradation de note, ainsi le paragraphe mentionné peut bien être maintenu mais il n'existe pas de réserve à ce titre au 31 décembre 2025, comme au 31/12/2024.

Par ailleurs, en application du contrat dénommé « Cash Collateral Agreement » une réserve, intitulé « Legal Liquidity Reserve » doit être constituée pour respecter la couverture de la liquidité à 180 jours. Crédit Agricole S.A. s'est engagé à apporter la liquidité complémentaire éventuellement nécessaire

1.2 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché inter bancaire et titres de créances négociables et emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique :

« Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ». Les primes de remboursement peuvent être amorties selon deux méthodes :

- soit au prorata des intérêts courus pour les obligations émises avant le 1er janvier 1993, ou pour celles dont la prime de remboursement est inférieure à 10 % du prix d'émission ;
- soit de façon actuarielle pour les emprunts émis depuis le 1er janvier 1993 dont la prime de remboursement excède 10 % du prix d'émission.

CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers sont comptabilisées en charges dans la rubrique « commissions (charges) ».

1.3 Provisions

CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH applique le règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Aucune provision n'est constatée à ce jour dans les comptes de CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH.

1.4 Opérations sur les Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie.

Suite à la dégradation de la notation de Crédit Agricole S.A. par une agence de notation en date du 14 décembre 2011, CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH a mis en place des swaps de devises sur les émissions en devises. Au 31 décembre 2025, les émissions en devises sont en CHF.

Ces séries de swaps se décomposent de la manière suivante :

- Une série constituée de swaps sur chacune des émissions réalisées par la SFH (*Issue swap*) ; la maturité de ces swaps est adossée à celle des émissions réalisées par la SFH.

- Une série de swaps, miroir de la série précédente, (*Borrower Swap*) permettant d'annuler les effets des swaps précédents tant que Crédit Agricole S.A. est en mesure d'honorer ses obligations au titre des prêts octroyés par la SFH et que le collatéral de prêts immobiliers n'est pas effectivement transféré à l'actif de la SFH ; la maturité de ces swaps est adossée à celle des swaps dont ils annulent les effets.

Ces 2 séries de swaps sont des instruments de gré à gré classés en « autres que de couverture ».

L'ensemble constitué par les swaps « *Issue swap* » et « *Borrower swap* » constitue un ensemble homogène, compte-tenu de la sensibilité à peu près stable de l'ensemble. La juste valeur de cet ensemble est nulle.

1.5 Opérations en devises

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de change constaté à la date antérieure la plus proche.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture. Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

Les conditions des prêts octroyés à Crédit Agricole S.A. étant identiques à celles des émissions réalisées en devises (devise, nominal, taux et maturité), ces opérations ne génèrent pas de position de change au bilan.

1.6 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH.

1.7 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH.

CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH n'a pas constaté de charges et produits exceptionnels au 31 décembre 2025.

1.8 Impôts sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,30%.

CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale ; elle est entrée dans le groupe le 1 janvier 2008. Aux termes des accords conclus, CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de la convention fiscale qu'elle a signée avec Crédit Agricole SA.

2 Informations sur les postes du bilan

2.1 Activité principale

2.1.1 Caisses, banques centrales

	31/12/2025	31/12/2024
Compte Banque de France	354	354
Principal	354	354
Créances rattachées	0	0
Total	354	354

CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH a ouvert un compte de numéraire et de réserves obligatoires auprès de la Banque de France le 7 octobre 2014.

2.1.2 Créances sur les établissements de crédit

Analyse par durée résiduelle	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	31/12/2025	31/12/2024
Comptes et prêts :	1 898 113 018	1 702 360 595	18 990 084 529	16 832 279 402	39 422 837 544	380 553 336	39 803 390 881	39 488 800 529
· à vue	50 713 436				50 713 436	82 602	50 796 038	166 889 277
Principal +/- Décote	1 847 466 901	1 702 819 525	19 011 994 125	16 867 286 237	39 429 566 788	380 470 735	39 810 037 523	39 382 606 503
Commission	-67 319	-458 930	-21 909 596	-35 006 835	-57 442 680		-57 442 680	-60 695 251
· à terme	1 847 399 582	1 702 360 595	18 990 084 529	16 832 279 402	39 372 124 108	380 470 735	39 752 594 843	39 321 911 252
Valeurs reçues en pension					0		0	0
Titres reçus en pension livrée					0		0	0
Prêts subordonnés					0		0	0
Total	1 898 113 018	1 702 360 595	18 990 084 529	16 832 279 402	39 422 837 544	380 553 336	39 803 390 881	39 488 800 529
Dépréciations							0	0
Valeurs nettes au bilan							39 803 390 881	39 488 800 529

Les autres créances à terme sont les prêts accordés à Crédit Agricole S.A. dans le cadre de l'activité de CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH.

Ces créances sont enregistrées en principal, augmentées des surcotes et diminuées des décotes nettes d'amortissements. En application du règlement 2014-07, les commissions d'octroi de crédit sont comptabilisées avec les créances sur établissements de crédit et ventilées selon la durée des prêts auxquels elles se rattachent.

Au 31 décembre 2025, CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH n’a constaté aucune dépréciation de ses créances.

2.1.3 Dettes envers les établissements de crédit

Analyse par durée résiduelle	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an \ ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	31/12/2025	31/12/2024
Comptes à termes	0	0	0	0	0	303 333 955	303 333 955	0
· Principal	0	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000	0
· dettes rattachées						3 333 955	3 333 955	0
Total	0	0	0	0	0	303 333 955	303 333 955	0
Valeurs nettes au bilan							303 333 955	0

Au 31 décembre 2025, il existe un dépôt à terme de 300 millions d’euros.

2.1.4 Dettes représentées par un titre

Analyse par durée résiduelle	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an \ ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	31/12/2025	31/12/2024
Emprunts obligataires	1 547 567 406	1 703 067 406	19 035 597 141	16 938 200 080	39 224 432 033	377 209 701	39 601 641 734	39 084 198 980
· Valeur brute	1 547 567 406	1 703 067 406	19 035 597 141	16 938 200 080	39 224 432 033		39 224 432 033	38 724 322 841
Eur	1 332 500 000	1 488 000 000	17 928 000 000	16 776 900 000	37 525 400 000		37 525 400 000	36 992 300 000
Chf cv euros	215 067 406	215 067 406	1 107 597 141	161 300 080	1 699 032 033		1 699 032 033	1 732 022 841
· dettes rattachées						377 209 701	377 209 701	359 876 139
Total	1 547 567 406	1 703 067 406	19 035 597 141	16 938 200 080	39 224 432 033	377 209 701	39 601 641 734	39 084 198 980
Valeurs au bilan							39 601 641 734	39 084 198 980

Emprunts obligataires (contre valeur €)

Analyse par durée résiduelle	31/12/2025				31/12/2024
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Encours	Encours
Euro	2 820 500 000	17 928 000 000	16 776 900 000	37 525 400 000	36 992 300 000
Taux fixe	2 820 500 000	17 928 000 000	16 776 900 000	37 525 400 000	36 992 300 000
Taux variable	-	-	-	-	-
Autres devises de l’Union Européenne	-	-	-	-	-
Taux fixe	-	-	-	-	-
Taux variable	-	-	-	-	-
Dollar	-	-	-	-	-
Taux fixe	-	-	-	-	-
Taux variable	-	-	-	-	-
Yen	-	-	-	-	-
Taux fixe	-	-	-	-	-
Taux variable	-	-	-	-	-
Franco Suisse	430 134 812	1 107 597 141	161 300 080	1 699 032 033	1 732 022 841
Taux fixe	430 134 812	1 107 597 141	161 300 080	1 699 032 033	1 732 022 841
Taux variable	-	-	-	-	-
Total principal	3 250 634 812	19 035 597 141	16 938 200 080	39 224 432 033	38 724 322 841
Taux fixe	3 250 634 812	19 035 597 141	16 938 200 080	39 224 432 033	38 724 322 841
Taux variable	-	-	-	-	-
Dettes rattachées				377 209 701	359 876 139
Valeur au bilan	3 250 634 812	19 035 597 141	16 938 200 080	39 601 641 734	39 084 198 980

2.2 Autres comptes de bilan

2.2.1 Comptes de régularisation et actifs divers

	31/12/2025	31/12/2024
Autres actifs	9 575 922	9 740 323
Acomptes Autres impôts (CVAE)	55 258	0
Dépôts de garantie BDF	0	0
Dépôts de garantie, FRU	4 880 015	4 880 015
Acomptes Impôts sur les stés (Intégrat. Fiscale)	4 640 649	4 860 308
Fournisseurs débiteurs	0	0
Comptes de régularisation actif	156 088 664	171 622 354
Primes d’émission des titres à revenu fixe	98 758 031	110 899 414
Frais d’émission des emprunts	57 106 850	60 393 284
Charges Constatées d’av. Divers Fonctionnement	0	63 401

<i>Produits à Recevoir Divers Fonctionnement</i>	223 783	266 255
Total	165 664 586	181 362 677

2.2.2 Comptes de régularisation et passifs divers

	31/12/2025	31/12/2024
Autres passifs	121 076	6 001 767
<i>Fournisseurs</i>	0	1 801
<i>Impôts et taxes</i>	121 076	5 999 966
Comptes de régularisation passif	4 528 954	8 768 034
<i>Prime d'émission / surcote</i>	3 892 786	8 226 635
<i>Autres services extérieurs</i>	450 494	320 867
<i>Honoraires</i>	182 971	217 281
<i>Autres frais de publicité</i>	0	0
<i>Charges diverses d'exploitation bancaire</i>	262	330
<i>Redevances</i>	0	0
<i>TVA sur factures non parvenues</i>	2 441	2 921
<i>Autres impôts et taxes</i>	0	0
Total	4 650 030	14 769 801

3 Informations sur le compte de résultat

3.1 Produit net bancaire

3.1.1 Intérêts et produits assimilés

	31/12/2025	31/12/2024
Sur opérations avec les établissements de crédit	790 780 624	763 260 612
<i>Comptes ordinaires</i>	1 853 632	6 078 891
<i>Comptes à terme</i>	775 510 046	743 248 823
<i>Etalement commission d'octroi de crédit</i>	13 416 946	13 932 898
Total	790 780 624	763 260 612

3.1.2 Intérêts et charges assimilés

	31/12/2025	31/12/2024
Sur opérations avec les établissements de crédit	-6 259 312	0
<i>Comptes ordinaires</i>	-30	0
<i>Comptes à terme</i>	-6 259 282	0
Sur obligations et titres à revenu fixe	-767 727 021	-728 090 533
<i>Emprunts obligataires</i>	-748 490 637	-708 437 000
<i>Amortissements primes d'émission</i>	-19 236 384	-19 653 533
<i>Soulte d'échange sur emprunts obligataires</i>	0	0
Total	-773 986 332	-728 090 533

3.1.3 Commissions

Dans ce poste, figure en produits la commission de gestion du financement refacturée à Crédit Agricole S.A. :

	31/12/2025	31/12/2024
Commissions (Produits)	4 345 158	4 618 481
Total	4 345 158	4 618 481

Figurent en charges les commissions sur titres émis :

- Frais de teneur de titres et d'agent payeur,
- Frais d'agent de sûretés et d'agents fiscaux notamment.

	31/12/2025	31/12/2024
Commissions (charges)	-343 229	-345 595
Total	-343 229	-345 595

3.1.4 Autres Produits et Charges d'exploitation bancaire

Dans ce poste, figurent, en produits, le solde des intérêts positifs de 2025 accumulés sur la garantie en espèces constitué en faveur du CRU et l'annulation de la provision de 2024 des intérêts 2024 et des frais de gestion des comptes Crédit Agricole SA constituée au 31/12/2025.

Les provisions sur les intérêts à payer au SRB au titre de 2024 ainsi que les frais de gestion des comptes bancaires Crédit Agricole SA avaient d'abord été comptabilisées en charges au 01/01/2025 puis comptabilisées en produit au 31/12/2025.

	31/12/2025	31/12/2024
<i>Produits des comptes bancaires</i>	0 174 465 0	0 143 529 0
Total	174 465	143 529

Dans ce poste, figurent, en charges, les commissions de placement relatives aux émissions d'emprunts obligataires.

	31/12/2025	31/12/2024
<i>Frais d'émission des dettes constituées par des titres</i>	-53 587	0
<i>Amortissements des frais d'émission des emprunts</i>	-13 346 473	-13 863 580
<i>Frais de gestion des comptes bancaires</i>	-3 372	-3 840
Total	-13 403 432	-13 867 420

Ces commissions ont été d'abord comptabilisées en Charges d'exploitation bancaire, puis transférées au bilan via le poste Produits d'exploitation bancaire.

Ces commissions sont étalées linéairement sur la durée de vie des émissions.

3.2 Charges d'exploitation

3.2.1 Charges générales d'exploitation

	31/12/2025	31/12/2024
Impôts et taxes	-135 892	-481 594
Honoraires commissaires aux comptes	-2 155 149	-2 206 118
Redevances	-75	-73
Services extérieurs : refacturation Crédit Agricole S.A.	-1 101 728	-1 170 588
Services extérieurs (facturés et payés)	-54 784	-59 801
Autres charges	-107 819	-147 122
Rémunérations administrateurs	-37 701	0
Contribution Réglementaire	-8 430	-7 801
Total	-3 601 578	-4 073 097

3.2.2 Frais de personnel

CREDIT AGRICOLE HOMELOAN SFH n'emploie pas de personnel.

3.3 Impôts sur les sociétés

CREDIT AGRICOLE HOMELOAN SFH provisionne la contribution sociale car son impôt sur les sociétés est supérieur à l'abattement qui s'applique à cette contribution.

4 Informations sur les postes du hors bilan

4.1 Actifs reçus en garantie

Les prêts accordés à Crédit Agricole S.A. par Crédit Agricole Home Loan SFH sont garantis par des créances provenant des Caisses régionales du Crédit Agricole et de LCL. Ces créances sont enregistrées en hors bilan au compte « Engagements de garantie » pour un montant de 62 531 822 415 EUR au 31 décembre 2025.

4.2 Opérations sur les instruments financiers à terme

4.2.1 Opérations de change en devises

	31/12/2025		31/12/2024	
	À recevoir	À livrer	À recevoir	À livrer
Opérations de change au comptant	0	0	0	0
Devises				
Euros				
Opérations de change à terme	3 188 652 896	3 188 652 896	3 235 870 739	3 235 870 739
Devises	1 699 032 033	1 699 032 033	1 732 022 841	1 732 022 841
Euros	1 489 620 863	1 489 620 863	1 503 847 898	1 503 847 898
Prêts et emprunts en devises				
Total	3 188 652 896	3 188 652 896	3 235 870 739	3 235 870 739

Le montant des « *Issue swap* » s'élève à 1 580 000 KCHF de devises à recevoir, pour une contrevaletur de 1 699 032 K€, contre 1 489 621 K€ à livrer.

Le montant des « *Borrower swap* » s'élève à 1 489 621 K€ à recevoir contre 1 580 000 KCHF de devises à livrer, pour une contrevaletur de 1 699 032 K€.

L'impact sur le résultat net de CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH est nul au 31 décembre 2025.

4.2.2 Opérations sur Instruments financiers : Encours notionnels par durée résiduelle

	Total au 31/12/2025			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1an	de 1à 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	de 1à 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	de 1à 5 ans	> 5 ans

Futures	0	0	0						
Options de change	0	0	0						
Options de taux	0	0	0						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés	0	0	0						
F.R.A.	0	0	0						
Swaps de taux d'intérêt	0	0	0						
Caps, Floors, Collars	0	0	0						
Forward taux	0	0	0						
Opérations fermes sur actions et indices	0	0	0						
Opérations conditionnelles sur actions et indices	0	0	0						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux	0	0	0						
Sous total	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Swaps de devises	1 593 585 565	4 142 139 594	641 580 634	1 593 585 565	4 142 139 594	641 580 634			
Opérations de change à terme	0	0	0						
Sous total	1 593 585 565	4 142 139 594	641 580 634	1 593 585 565	4 142 139 594	641 580 634	0	0	0
Total	1 593 585 565	4 142 139 594	641 580 634	1 593 585 565	4 142 139 594	641 580 634	0	0	0

5 Tableau des filiales et participations

CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH ne détient ni filiale ni participation.

6 Consolidation

CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH est consolidée par intégration globale dans le périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. En conséquence, l'information sur les honoraires des commissaires aux comptes est indiquée dans le document d'enregistrement universel du Groupe Crédit Agricole S.A.

7 Rémunérations des organes d'administration et de direction

L'assemblée générale mixte du 6 mai 2025 a décidé de fixer le montant de la somme fixe annuelle prévue par l'article L.225-45 du Code de commerce que la société peut allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité à 50 000 euros par exercice.

Au 31 décembre 2025, la rémunération des administrateurs s'élève à 37 700 € à propos de leur participation aux comités et conseils d'administration 2025.

8 Implantation dans des états ou territoires non coopératifs

CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un état ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

9 Eléments concernant les entreprises liées

Postes	Désignation de l'entité liée	31/12/2025	31/12/2024
Bilan			
Actif			
Créances sur les établissements de crédit	Crédit Agricole S.A.	39 752 594 843	39 321 911 252
Créances sur les établissements de crédit	Crédit Agricole Corporate Investment Bank	50 796 038	166 889 289
Autres Actifs	Crédit Agricole S.A.	4 640 649	4 860 308
Compte de régularisation	Crédit Agricole S.A.	508 686	624 921
Compte de régularisation	CACEIS Corporate Trust	0	0
Compte de régularisation	CACEIS Bank Luxembourg	0	20 343
Compte de régularisation	Crédit Agricole Corporate Investment Bank	21 353	27 326
Compte de régularisation	Caisses Régionales	221 706	30 041
Passif			
Dettes envers les établissements de crédit	Crédit Agricole S.A.	303 333 950	0
Dettes envers les établissements de crédit	Crédit Agricole Corporate Investment Bank	5	
Dettes représentées par un titre	Crédit Agricole S.A.	65 622 175	65 620 475
Dettes représentées par un titre	CACEIS Bank Luxembourg	0	105 224 384
Dettes représentées par un titre	Crédit Agricole Corporate Investment Bank	16 854 543	10 148 696
Dettes représentées par un titre	Caisses Régionales	34 074 108	10 695 169
Autres Passifs	Crédit Agricole S.A.	0	5 578 979
Autres Passifs	CACEIS Corporate Trust	0	0
Autres Passifs	Crédit Agricole Corporate Investment Bank	0	0
Compte de régularisation	Crédit Agricole S.A.	33 600	0
Compte de régularisation	CACEIS Bank Luxembourg	0	375
Compte de régularisation	Crédit Agricole Corporate Investment Bank	262	330
Compte de régularisation	CACEIS Corporate Trust	133 788	74 915
Compte de régularisation	Caisses Régionales	0	17 225
Compte de résultat			
Charges			

Intérêts & charges assimilées	Crédit Agricole S.A.	6 257 582	1 054 550
Intérêts & charges assimilées	CACEIS Bank Luxembourg	0	262 500
Intérêts & charges assimilées	Crédit Agricole Corporate Investment Bank	2 383	138 211
Intérêts & charges assimilées	Caisses Régionales	-1 652	63 664
Charges bancaires	Crédit Agricole S.A.	0	0
Charges bancaires	Crédit Agricole Corporate Investment Bank	30	0
Commissions	Crédit Agricole S.A.	21 151	0
Commissions	CACEIS Corporate Trust	124 284	112 586
Commissions	CACEIS Bank Luxembourg	375	750
Autres charges d'exploitation bancaire	Crédit Agricole S.A.	0	0
Autres charges d'exploitation bancaire	Crédit Agricole Corporate Investment Bank	3 372	3 698
Charges générales d'exploitation	Crédit Agricole S.A.	1 143 858	1 170 588
Charges générales d'exploitation	Crédit Agricole Corporate Investment Bank	36 003	43 213
Impôt sur les bénéfices	Crédit Agricole S.A.	930 256	5 578 979
Produits			
Commissions s/comptes et prêts	Crédit Agricole S.A.	4 345 158	4 618 481
Produits bancaires	Crédit Agricole S.A.	788 926 992	757 181 721
Produits bancaires	Crédit Agricole Corporate Investment Bank	1 853 633	6 078 890
Autres produits d'exploitation bancaire	Crédit Agricole S.A.	0	460
Hors Bilan			
Engagements de financement	Crédit Agricole SA	0,00	0,00
Autres valeurs reçues en garantie	Caisses régionales et LCL	62 531 822 415	61 699 670 490
Change à terme	Crédit Agricole SA	3 188 652 896	3 235 870 739

10 Variation des capitaux propres

	Capital	Primes et réserves	Report à nouveau	Provisions réglementées et subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31 Décembre 2024	550 000 000	1 190 426	3 942 240	0	16 062 113	571 194 779
Dividendes versés au titre de 2024			-14 850 000			-14 850 000
Variation de capital						0
Variation des primes et réserves						0
Affectation du résultat social 2024		803 106	15 259 007		-16 062 113	0
Résultat au 31 décembre 2025					3 035 323	3 035 323
Autres variations	-499 950 000					-499 950 000
Solde au 30 Décembre 2025	50 050 000	1 993 532	4 351 247	0	3 035 323	59 430 102

CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH est détenue à 100 % par Crédit Agricole S.A. moins 1 action détenue par SIGMA INVESTISSEMENT 39. Les 12 administrateurs ont restitué leur action respective en date du 31 décembre 2024.

Le capital social est fixé à 50 050 000 €, divisé en 55 000 000 actions de 0.91 € entièrement libérées.

V- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la société Crédit Agricole Home Loan SFH

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Crédit Agricole Home Loan SFH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note B « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé d'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité de la Direction. Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par l'entité dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Agricole Home Loan SFH par l'assemblée générale du 6 mai 2025 pour Deloitte & Associés et par celle du 14 mai 2024 pour Forvis Mazars SA.

Au 31 décembre 2025, Deloitte & Associés était dans la 1ère année de sa mission sans interruption et Forvis Mazars SA dans la 2ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Levallois-Perret et Paris-La Défense, le 27 mars 2026

Les commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA
Jean LATORZEFF

Deloitte & Associés
Olfa BOUBAKER

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion inclus dans le Rapport Financier Annuel de CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH est disponible sur le site internet du groupe Crédit Agricole : Web address: <https://www.credit-agricole.com/finance/dette-et-notations/emissions-marche/ca-home-loan-sfh-covered-bonds> (dans la rubrique « Informations financières »)

VII. — Rapport sur l'évaluation des biens immobiliers au 31 décembre 2025**Introduction :**

Crédit Agricole Home Loan SFH (« CA HL SFH ») est une société de financement de l'habitat régie par les articles L.513-28 et suivants du Code monétaire et financier qui a pour mission principale de contribuer au refinancement à moyen et long terme des prêts à l'habitat du Groupe Crédit Agricole.

Le présent rapport relatif à l'évaluation des biens immobiliers est établi en application des dispositions de l'article 5 du règlement n° 99-10 du Comité de la réglementation bancaire et financière relatif aux sociétés de crédit foncier et sociétés de financement de l'habitat. Ce rapport est établi à partir des données disponibles au 31 décembre 2025 (soit les données des prêts au 30/11/2025).

I. Rappel de la réglementation : mode d'évaluation, et méthode de réévaluation

L'évaluation des biens immobiliers financés ou apportés en garantie au sens des articles L.513-3 et L.513-29 du Code monétaire et financier est régie par les articles 1 à 5 du Chapitre 1 du règlement n° 99-10 du 9 juillet 1999 (modifié notamment par arrêté le 7 juillet 2021 et du 1er décembre 2022) relatif aux sociétés de crédit foncier et aux sociétés de financement de l'habitat.

A. Evaluation des biens immobiliers

Article 1er. – « Les biens immobiliers financés ou apportés en garantie au sens des articles L. 513-3 et L. 513-29 du code monétaire et financier font l'objet d'une évaluation prudente excluant tout élément d'ordre spéculatif.

L'évaluation prudente s'entend comme une évaluation égale ou similaire à la valeur initiale du bien financé ou apporté en garantie, hors droits et frais, au moment de la constitution de la sûreté sur le bien immobilier ou au moment de l'acquisition initiale des prêts par la société de crédit foncier ou par la société de financement de l'habitat ou de leur apport en garantie, et réévalué périodiquement conformément à l'article 3. »

Article 2. – « L'évaluation prudente est réalisée sur la base des caractéristiques durables à long terme de l'immeuble, des conditions de marché normales et locales, de l'usage actuel de l'immeuble et des autres usages qui pourraient lui être donnés.

Cette valeur est déterminée par un évaluateur indépendant et qualifié, par écrit de manière impartiale, claire, transparente et objective.

Au moment de l'inclusion de l'actif de couverture dans le panier de couverture par la société de crédit foncier ou par la société de financement de l'habitat ou au moment de leur apport en garantie, la valeur courante ne peut être supérieure à la valeur de marché ou à la valeur hypothécaire.

Par dérogation, pour les biens immobiliers à usage d'habitation, l'évaluation peut être fondée sur le coût total de l'opération initiale lorsque ce coût est inférieur à 600 000 euros ou lorsque l'ensemble des prêts immobiliers financés par la société de crédit foncier ou par la société de financement de l'habitat et garantis par l'immeuble évalué présente un capital unitaire restant dû, apprécié au moment de l'acquisition de ces prêts ou de leur apport en garantie, inférieur à 480 000 euros.

Le coût total de l'opération s'entend comme la somme du montant du projet financé et de l'apport personnel, après déduction des droits, des frais de notaire et de négociation. »

Article 4. – « La valorisation est réalisée par un évaluateur qui possède les qualifications, la capacité et l'expérience nécessaires ; et l'évaluateur est indépendant de la procédure de prise de décision quant à l'octroi de crédit, ne tient pas compte des éléments spéculatifs dans l'évaluation de la valeur des actifs physiques utilisés comme sûreté et établit la valeur de l'actif physique utilisé comme sûreté de manière claire et transparente, tel que précisé aux articles R.313-17 à R.313-19, D.313-20 du code de la consommation. »

B. Réévaluation des biens immobiliers

Article 3. – « Après leur acquisition ou apport en garantie, l'évaluation des biens immobiliers est réexaminée dans le cadre du système de mesure des risques auquel sont assujetties les sociétés de crédit foncier et les sociétés de financement de l'habitat au titre de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution :

a) Pour les biens immobiliers à usage d'habitation, cet examen est effectué annuellement selon une méthode statistique ;

b) Pour les biens immobiliers à usage professionnel pour lesquels l'ensemble des prêts immobiliers appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû inférieur à 30 % du montant total initialement prêté ou inférieur à 480 000 euros, l'examen est effectué annuellement et peut être effectué par l'utilisation d'une méthode statistique ;

c) Pour les biens immobiliers à usage professionnel dont le coût d'achat ou la dernière valeur estimée est inférieur à 600 000 euros et lorsque l'ensemble des prêts appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû supérieur à 480 000 euros, cet examen est individuel et effectué tous les trois ans. Entre deux examens individuels, la valeur de ces biens immobiliers est réexaminée annuellement selon une méthode statistique ;

d) Pour les biens immobiliers à usage professionnel dont le coût d'achat ou la dernière valeur estimée est supérieur à 600 000 euros et lorsque l'ensemble des prêts appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû supérieur à 480 000 euros, cet examen est annuel et individuel.

Un suivi plus fréquent est effectué lorsque les conditions du marché connaissent des changements significatifs.

Une méthode statistique peut être utilisée. Elle vise à définir un coefficient de réajustement fixé compte tenu du marché immobilier et de son évolution sur la base des indices de variation des prix de l'immobilier publiés, par des instances officielles ou similaires, telles que des plateformes de données de marché, les plus appropriés au moment de la réévaluation, en terme de contenu et de date. Elle peut notamment conduire à réévaluer un bien immobilier à partir de l'évolution, sur la période considérée, des prix immobiliers constatés par un indice reflétant les transactions immobilières pertinentes. Dans ce cas, la méthode doit s'assurer que la valeur réévaluée ainsi obtenue est inférieure ou égale à la valeur de marché ou à la valeur hypothécaire à la date de réévaluation.

La méthode statistique utilisée doit être définie par écrit de manière claire, transparente, impartiale, objective et contrôlable à partir d'une piste d'audit reprenant créance par créance, la valeur initiale des biens immobiliers telle que définie à l'article 2 ainsi que l'indice de variation des prix de l'immobilier publiés par des instances officielles ou similaires.»

ARTICLE 229 du Capital Requirement Regulation (CRR)

e) lorsque le bien est réévalué, la valeur du bien n'exécède pas la valeur moyenne mesurée pour ce bien, ou pour un bien comparable, au cours des six dernières années pour un bien immobilier résidentiel ou des huit dernières années pour un bien immobilier commercial ou la valeur au moment où le prêt a été contracté, le montant le plus élevé étant retenu.

Aux fins du calcul de la valeur moyenne, les établissements utilisent la moyenne des valeurs des biens observées à intervalles égaux, et la période de référence comprend au moins trois points de données.

II. Méthode et procédure utilisées par Crédit Agricole Home Loan SFH

A. Evaluation des biens immobiliers

Les prêts immobiliers du portefeuille de collatéral de la SFH présentant un capital unitaire restant dû apprécié au moment de leur apport en garantie inférieur à 480 000 euros, la dérogation de l'article 2 du règlement n° 99-10 s'applique à l'intégralité du portefeuille et permet d'utiliser le coût total de l'opération comme approximation de la valeur initiale du bien.

Pour les prêts octroyés par les Caisses Régionales :

La valeur initiale du bien immobilier financé est assimilée au coût total de l'opération initiale (CTO), celui-ci étant défini comme la valeur du bien inscrite dans l'acte de vente, hors droits et frais, ou à la valeur du bien augmentée de la valeur des travaux dans le cas de financement d'acquisition avec aménagements.

En pratique, le CTO peut être alimenté différemment selon les générations d'octroi des crédits et les Caisses Régionales.

Pour les prêts octroyés avant 2007 :

Avant le déploiement des outils nationaux Simul CA (outil de saisie et simulation pour les conseillers) et de l'outil de back testing SCORE, les informations relatives à la valeur du bien n'étaient pas stockées ; le CTO était alors estimé par la somme des prêts accordés à l'origine.

Cela concerne toutes les générations antérieures à 2007 (excepté pour quelques caisses dites « pilote » pour lesquelles on ne peut disposer d'informations pour les générations 2005 à 2007).

Pour ces financements (inférieur à 5% du pool mobilisé pour les Caisses), le CTO est plus conservateur que celui défini l'article 2 du règlement CRBF 99-10.

Pour les prêts octroyés entre 2007 et 2013 :

Il a été décidé de faire évoluer le coût total de l'opération vers le montant total projet, cela a été réalisé par vague.

Le montant total projet est composé du coût d'acquisition, des coûts des garanties et des frais.

Le coût d'acquisition est défini de manière générale comme la valeur du bien telle qu'inscrite dans l'acte de vente, hors droits et frais, ou la valeur du bien augmentée de la valeur des travaux dans le cas de financement d'aménagements

Par frais, on entend :

- les frais d'acte,
- les frais de dossiers,
- les frais de timbres,
- les parts sociales,
- d'autres frais.

A partir de 2013, le projet Nice (Nouvelle Informatique Convergente Evolutive) a abouti à l'utilisation par toutes les Caisses régionales d'un système informatique unique.

Les migrations des Caisses régionales vers ce système unique ont permis d'homogénéiser le calcul du coût total de l'opération pour l'ensemble des Caisses Régionales avec le montant du projet tels que défini ci-dessus et de ré-estimer ce dernier au montant total projet, lorsque les différents éléments rentrant dans le calcul sont connus ou à défaut par la somme des prêts accordés à l'origine.

Pour les prêts octroyés par LCL :

En avril 2014, suite à la mise en exploitation de la nouvelle base centrale utilisée pour la gestion des collatéraux, il a été décidé d'harmoniser le calcul de la valeur du bien entre les Caisses Régionales et LCL.

Depuis l'arrêté de juin 2023, pour tous les prêts LCL quelques soient leurs générations, la valorisation du bien financé est faite avec le montant du projet

Le « montant du projet LCL » :

Il est alimenté par ce que nous appelons le "montant de l'acquisition" parfois augmenté des frais.

Le montant d'acquisition est défini de manière générale comme la valeur du bien inscrite dans l'acte de vente, hors droits et frais, ou la valeur du bien augmentée de la valeur des travaux dans le cas de financement d'acquisition avec aménagements.

Par frais, on entend :

- les frais de notaires,
- divers coûts secondaires
- les frais de dossiers,
- les frais de garanties

Retraitements des frais éventuels :

Compte tenu de l'intégration possible des frais, pour répondre répond à l'article 2 du règlement CRBF 99-10 qui définit le coût total de l'opération comme étant « la somme du montant du projet financé et de l'apport personnel, après déduction des droits, des frais de notaire et de négociation » ; il a été décidé d'appliquer systématiquement par prudence les décotes suivantes :

- Pour les prêts des caisses régionales une décote forfaitaire de 8.4% à cette valeur pour toutes les natures d'opérations et les générations de prêt.
- Pour les prêts de LCL une décote forfaitaire de 9.2% à cette valeur pour toutes les natures d'opérations et les générations de prêt. Cette décote diffère de celle appliquée aux caisses régionales en raison de la possibilité de prise en compte plus fréquente de biens meubles dans la valeur du bien.

Ces décotes appliquées depuis l'arrêté de juin 2023 suite aux résultats de l'audit réalisé par le contrôleur spécifique lors du T1 2023 sont appliquées.

Leur objectif est de nous conformer à l'article 2 du règlement CRBF 99-10 qui définit le coût total de l'opération comme étant « la somme du montant du projet financé et de l'apport personnel, après déduction des droits, des frais de notaire et de négociation ».

B. Réévaluation des biens immobiliers

La réévaluation des biens immobiliers est faite selon une méthode statistique conformément à l'article 3 du règlement n° 99-10 du Comité de la réglementation bancaire et financière relatif aux sociétés de crédit foncier et sociétés de financement de l'habitat.

A chaque nouvelle intégration des données mensuelles, la valeur des biens immobiliers est réexaminée avec les derniers indices définitifs trimestriels livrés par ADNOV (pour la province) et PNS (Paris et Ile de France) à la Direction des Risques qui les met à disposition de la SFH.

Les bases des données immobilières des notaires sont élaborées en collaboration avec les services de l'Insee ; ces indices sont utilisés par les pouvoirs publics. »

La valeur des biens immobiliers est actualisée via l'indexation sur les indices des prix des logements anciens en Ile-de-France et en province.

CA HL SFH a choisi comme la Direction des Risques d'utiliser uniquement des indices définitifs et non des indices provisoires ou semi définitifs ce qui engendre un décalage de plusieurs trimestres liés à leur publication.

Les indices utilisés pour la réévaluation sont ceux des départements pour les maisons d'une part et les appartements d'autre part. CA HL SFH a décidé de ne pas utiliser les indices « appartement maison confondus ».

Sources des indices de prix des logements anciens :

- Les indices de prix des logements anciens de l'Ile-de-France sont calculés par la société Paris Notaires Services (PNS) et l'Insee à partir des données de transactions immobilières contenues dans la base BIEN (Base d'Informations Économiques Notariales) appartenant à et gérée par PNS et alimentée par les notaires d'Ile-de-France.
- Les indices de prix des logements anciens de la province sont calculés par la société ADNOV et l'Insee à partir des données de transactions immobilières contenues dans la base Pervat alimentée par les notaires de province.

Lorsque les indices ne sont pas disponibles, il a été décidé d'appliquer un coefficient de revalorisation de 1 à la valeur initiale pour les biens : ces biens ne sont donc pas réévalués.

Cela concerne essentiellement les départements d'Outre-Mer (indices non disponibles) et la Corse (pas d'indices disponibles avant le 4ème trimestre 2010). Ces biens ne sont donc pas réévalués

Définition et calcul des indices de prix des logements anciens :

Les indices Notaires-Insee des prix des logements anciens fournissent une mesure des évolutions de prix des logements anciens à qualité constante. Le prix retenu est le prix net vendeur, hors droits de mutation, frais de notaire et commission d'agence.

Les indices portent uniquement sur les maisons et les appartements anciens au sens fiscal, c'est-à-dire de plus de 5 ans ou faisant l'objet d'une deuxième mutation. Afin d'éviter les transactions atypiques, les biens non standards tels que les chambres, lofts, ateliers ou châteaux et les acquisitions effectuées par des professionnels de l'immobilier sont exclus des calculs. De plus, on ne retient que les biens :

- libres d'occupation au moment de la vente (ou occupés par le vendeur) ;
- acquis en pleine propriété par une vente de gré à gré ;
- destinés à un usage strict d'habitation.

Réception et prise en compte des indices :

Nous recevons chaque trimestre des mises à jour des indices trimestriels de prix de logement par région, département et type de logement (appartement, maison).

Les indices départementaux utilisés sont des indices moyens lissés calculés à partir des 4 derniers indices trimestriels bruts définitifs, par type de logement.

La valorisation des biens immobiliers au 31 décembre 2025 utilise les indices lissés publiés au titre du 1^{er} trimestre 2025, qui correspondent à la moyenne des indices bruts définitifs des ventes réalisées au cours des 4 trimestres de l'année 2024-2025, d'où un décalage de plus de 9 mois par rapport à l'évolution réelle du marché immobilier en France. Ces indices par département et type de bien sont présentés en annexe.

Jusqu'à l'arrêté de novembre 2025 :

Le calcul de la valeur indexée prudente du bien financé prenait en compte les éléments suivants :

- Une hausse des indices immobiliers n'est répercutée qu'à hauteur de 80% sur la valeur du bien et une baisse à 100%

- Une marge de sécurité est prévue et vise notamment à compenser les délais de publication et de réception des indices immobiliers. Elle consiste en une décote fixée à 2.5% pour tous les départements que les indices soient à la hausse ou à la baisse.

Compte tenu de cette approche prudente, et dans la mesure où la méthode de réévaluation se base sur une méthode statistique utilisant des indices de marché, nous estimons que les valeurs réévaluées sont, de fait, inférieures ou égales à la valeur de marché ou à la valeur hypothécaire à la date de réévaluation et que, de ce fait, les dispositions de l'article 3 du règlement n°99-10 sont respectées.

A partir de l'arrêté de décembre 2025 :

La réévaluation des immeubles est faite selon une méthode statistique conformément à l'article 3 du règlement n° 99-10 du Comité de la réglementation bancaire et financière relatif aux sociétés de crédit foncier et de financement de l'habitat ainsi qu'au règlement UEN°575-2013, notamment les dispositions des articles 129 et 229.

Elle est plafonnée au montant le plus élevé entre la valeur à l’octroi et la moyenne des réévaluations indexées calculée sur les six dernières années. La réévaluation indexée est basée sur des indices des prix des transactions immobilières.

Une marge de sécurité visant notamment à compenser les délais de publication et de réception des indices immobiliers est également prévue. Elle consiste en une décote fixée à 2.5% pour tous les départements que les indices soient à la hausse ou à la baisse.

III. Résultats

Informations relatives au pool mobilisé à fin décembre 2025 sur la base des données des prêts (capital restant dû au 30 novembre 2025), réévaluation sur la base des indices PERVAL et PNS définitifs du 1^{er} trimestre 2025.

	Evaluation des biens immobiliers financés apportés en garantie (valeurs exprimées en milliards d’euros)		
	Nombre de créances	Valeur initiale	(1) Valeur réexaminée (statistique)
PRETS HYPOTHECAIRES	591 710	71,08	80,25
Dont prêts garantis par le FGAS	163 895	15,12	17,16
PRETS CAUTIONNES	404 176	65,43	70,01
Dont prêts garantis par Crédit Logement	162 102	33,58	36,36
Dont prêts garantis par CAMCA	242 074	31,85	33,65
<i>(1) valeur déclarée à l’Autorité de contrôle prudentiel et de résolution dans l’état « Elément de calcul du ratio de couverture et de contrôles des limites » prévu par l’instruction n°2022-I-03 de l’Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.</i>			

Crédit Agricole HomeLoan SFH
Isabelle ROSEAU Directrice Générale Déléguée

ANNEXE

Sources : indices PERVAL et PNS définitifs du 1er trimestre 2025 utilisés (hors décote supplémentaire) pour le pool mobilisé au 31 décembre 2025.

Département	Maison	Appartement	Département	Maison	Appartement	Département	Maison	Appartement
01	133,5729	128,9629	34	129,6764	130,176	67	136,2898	139,0115
02	103,7551	113,9832	35	150,6084	155,4558	68	135,529	125,1932
03	121,1405	122,1611	36	114,4109	122,1755	69	139,5582	138,5683
04	132,7792	127,1915	37	129,7706	127,8813	70	116,4956	120,8431
05	132,7792	124,4185	38	133,1249	121,312	71	120,1727	114,3141
06	128,5218	127,5026	39	117,6472	120,8431	72	128,1826	143,9361
07	130,0844	134,8714	40	154,2066	152,6646	73	142,0638	143,42
08	110,9697	126,9133	41	113,7102	122,1755	74	140,8691	138,2167
09	123,3142	130,1801	42	132,2384	124,7987	75	125,8778	124,0665
10	113,3853	123,4442	43	121,7951	122,1611	76	125,5463	126,5819
11	125,9151	124,0643	44	151,4232	150,9959	77	117,0745	111,4171
12	124,8349	130,1801	45	116,7814	125,6891	78	119,2009	114,8987
13	133,6221	128,2349	46	124,8349	130,1801	79	125,4314	151,9321
14	139,5419	149,3549	47	127,4647	149,4074	80	116,6493	119,9562
15	121,7951	122,1611	48	127,7779	127,8824	81	125,4792	130,1801
16	133,022	151,9321	49	132,6507	159,973	82	123,4801	130,1801
17	146,2621	156,6876	50	143,9977	148,0711	83	135,9366	126,2539
18	104,2563	122,1755	51	118,5712	129,4209	84	128,6022	120,1873
19	117,7924	124,5658	52	114,9606	126,9133	85	152,2483	156,8088
20	136,101	127,097	53	130,0026	153,2027	86	125,4765	151,9321
21	124,9588	124,768	54	125,7873	117,569	87	118,9455	124,5658
22	157,3723	158,9263	55	115,8086	125,4167	88	116,6011	129,1075
23	112,3956	124,5658	56	163,4745	170,4857	89	110,0672	121,647
24	127,6146	149,4074	57	130,2168	131,326	90	118,2772	120,8431
25	119,2538	123,9176	58	118,3881	121,647	91	117,3579	112,5565
26	131,5762	122,8973	59	121,8484	128,0764	92	124,4701	119,93
27	121,8537	125,8981	60	113,8092	112,701	93	120,7563	122,687
28	112,66	110,6746	61	131,433	148,0711	94	122,7021	120,1126
29	159,3779	167,3651	62	122,8574	137,4171	95	118,0451	113,3162
30	126,1514	127,0402	63	122,574	121,0947			
31	125,4833	131,5214	64	151,1933	156,0153			
32	124,8349	130,1801	65	122,8884	123,0732			
33	151,8816	145,1062	66	126,8568	124,0429			

**ATTESTATION DU CONTROLEUR SPECIFIQUE
SUR LES MODES ET RESULTATS D'EVALUATION ET LES METHODES DE REEXAMEN PERIODIQUE
DE LA VALEUR DES BIENS IMMOBILIERS AU 31 DECEMBRE 2025**

Au Conseil d'administration de Crédit Agricole Home Loan SFH,

En notre qualité de contrôleur spécifique de Crédit Agricole Home Loan SFH et en application des dispositions prévues par l'article 5 du règlement 99-10 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, nous avons procédé à la vérification de la validité, au regard de la réglementation en vigueur, des modes et résultats d'évaluation des biens immobiliers sous-jacents aux prêts et des méthodes de réexamen périodique de leur valeur, tels que publiés simultanément aux comptes annuels au 31 décembre 2025 et joints à la présente attestation.

Les modes et résultats d'évaluation des biens immobiliers et les méthodes de réexamen périodique de leur valeur ont été définis et mis en œuvre sous la responsabilité de la direction de votre société.

Il nous appartient de nous prononcer sur leur validité au regard des règles en vigueur au 31 décembre 2025.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Nos travaux ont consisté à vérifier la conformité :

- des procédures, modes et résultats d'évaluation ainsi que des méthodes de réexamen périodique, dans leur conception et dans leur détermination, à la réglementation en vigueur au 31 décembre 2025 ;

- des informations publiées simultanément aux comptes annuels avec, d'une part, le dispositif d'évaluation et de réexamen effectivement appliqué et, d'autre part, avec les résultats résultant de l'application du dispositif d'évaluation.

Ces vérifications ont été effectuées majoritairement sur la base des éléments et informations disponibles au 31 décembre 2025.

Nous attirons votre attention sur les points suivants :

- L'article 3 du règlement 99-10 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière stipule que, lorsqu'une méthode statistique conduisant à réévaluer un bien immobilier à partir de l'évolution, sur la période considérée, des prix immobiliers constatés par un indice reflétant les transactions immobilières pertinentes, la méthode doit s'assurer que la valeur réévaluée ainsi obtenue est inférieure ou égale à la valeur de marché ou à la valeur hypothécaire à la date de réévaluation. Au sein de la procédure jointe à la présente attestation (section II.B - pages 6), la direction de Crédit Agricole Home Loan SFH décrit les raisons pour lesquelles elle estime respecter cette exigence.

- La section II.B (page 6) de la procédure jointe à la présente attestation décrit la façon dont Crédit Agricole Home Loan SFH a intégré, au 31 décembre 2025, les dispositions de l'article 229 1.e) du règlement (UE) n° 575/2013, tel que modifié par le règlement (UE) 2024/1623, applicables depuis le 1er janvier 2025.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'autre observation à formuler quant à la conformité aux dispositions prévues par les articles 2 à 4 du règlement 99-10 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, des modes et résultats d'évaluation des biens immobiliers et des méthodes de réexamen périodique de leur valeur, publiés simultanément aux comptes annuels au 31 décembre 2025.

Fait à Paris, le 11 juin 2026

Le Contrôleur Spécifique

**CAILLIAU DEDOUTT ET ASSOCIES
Laurent BRUN**